

Intervention François Boursier, session 2017 Belley CMR

Historien, économiste, professeur à la « catho » de Lyon, il a été longtemps conseiller technique dans le champ médico-social

Il va tenter de nous aider à penser les territoires dans le contexte actuel. Et il nous présente 2 flashes : un satellite nous montre la France pleine de grosses taches de lumière, ce sont les grandes concentrations urbaines, puis il zoome sur une commune de moins de 50 habitants où un épicier à partir d'une tournée a créé une véritable économie circulaire.

Comment dans un tel paradoxe repenser l'armature territoriale alors que le poids de l'histoire nous en empêche. Le legs de la Révolution, c'est la centralisation et nous en avons gardé une certaine nostalgie qui nous a empêché de repenser des « territoires d'avenir ». On a bien essayé d'évoluer (les SIVOM, les régions) mais en gardant tout le reste. Dans les années 60, il y a eu une trentaine de lois qui se sont occupées de la réorganisation du territoire, mais comme on ne voulait pas « trop bousculer » on a fait à moitié.

Pour lui, l'armature d'avenir sera inévitablement la communauté de communes, la métropole, la région, or c'est un « impensé » en France. En 1982, la gauche a décentralisé une France rurale qui n'existait déjà plus telle qu'elle était encore 10 ans auparavant. Il va falloir passer à une autre logique.

Nous sommes non seulement dans une révolution du territoire, mais aussi dans une révolution anthropologique (NB : qui concerne la nature même de l'être humain). La mondialisation, la globalisation du monde nous amènent à être de plus en plus inter-dépendants. Les 15 grandes concentrations urbaines sont des îlots qui concentrent toute la richesse et la dynamique : 40 % de la population, 45 % de l'emploi, il est donc impossible de repenser le territoire sans tenir compte de ces métropoles.

Comment intéresser les citoyens à ces évolutions, comment mettre plus de démocratie, comment repenser ensemble les grands défis ? Quand on les interroge, 15 % des Français disent qu'il faut faire preuve d'autorité, 40 % qu'il faut plus de démocratie participative, or nous sommes de plus en plus individualistes.

La loi de janvier 2014 et celle de 2015 sont 2 lois majeures qui ont fixé le cadre dans lequel on va évoluer. On a réformé les cantons, mais on garde les communes et les communes nouvelles (regroupements de communes). On renforce les intercommunalités qui ont 7 grandes compétences, ce sera le nouveau lieu où se pensera l'avenir. A terme il ne devrait rester que 10000 communes et un millier de communautés de communes. Pour le moment on garde tout, mais il y a des compétences optionnelles qui vont forcément se retrouver en communautés de communes. Elles vont donc devoir se doter des moyens de démocratie ; Pour l'instant c'est compliqué.

Elles devront forcément aussi se connecter à la métropole, car il faut bien atteindre un certain niveau de capacités pour pouvoir exister. Il faut s'adapter aux enjeux, ce n'est plus comme autrefois (foires, marchés ...) le rural qui fait vivre la ville mais le contraire (emploi, loisirs...). Mais la métropole aura aussi besoin de ce territoire rural, c'est une demande des habitants pour une meilleure qualité de vie.

Le troisième pilier de l'armature ce sont les régions qui ont été aussi repensées, mais il a manqué de laisser aux acteurs de terrain la possibilité d'y réfléchir. La logique économique aurait demandé de tenir compte et de partir des 15 à 18 grandes métropoles.

Il nous faut donc accepter l'ambivalence dans laquelle on est : le souci de garder notre territoire vivant avec des relations de proximité et la nécessité économique d'être lié à la métropole. Pour faire vivre nos communautés, il nous faut être inventifs. Pour rejoindre leur clientèle, les entreprises de grandes surfaces savent bien, elles, repenser le territoire !!

Nous allons être confrontés à 3 grands défis :

1. La capacité à l'accompagnement démocratique de ce processus
2. La capacité du rural à accueillir les nouvelles entreprises qui vont naître de la 4^{ème} révolution industrielle. Grâce aux nouvelles technologies, on pourra fabriquer n'importe où sur le territoire, à moindre coût.
3. La transition écologique qui ne fait que commencer. Pour le moment ça se cristallise sur l'agriculture. Si on veut l'accueillir et en même temps avoir une maîtrise de son destin, c'est au niveau des intercommunalités que ça pourra se faire.

2ième partie

Après un temps de partage sur l'exposé et avec le témoignage du maire des Avenières-Veyrins-Thuellin, des questions ont émergé.

Une définition du territoire. C'est un espace avec des paysages, une population, c'est la base où se déploie une complexité d'acteurs, de relations, avec une mémoire et une histoire.

La perte des services publics de proximité. La question ne peut plus être systématique ni posée à l'identique. Il est temps d'imaginer de nouvelles manières de répondre aux besoins des populations. La difficulté c'est le risque de chômage accru dans un pays où l'emploi dans le service public pèse lourd ;

L'inéluctabilité de l'évolution vers la globalisation et les concentrations. Les logiques de la globalisation nous conduisent vers une impasse, voire la catastrophe (empreinte écologique). Il va falloir se donner les moyens de réorienter la machine, ça va être difficile. On a créé une agriculture très performante mais gaspilleuse. Il va falloir accepter de consacrer plus d'argent à se nourrir et moins à s'équiper ; C'est un enjeu éducatif, il faut changer et transformer la société mais en même temps changer soi-même. Les modes de vie actuels ne favorisent pas la qualité de la vie. Il faudra faire revenir de la campagne dans la ville, et arrêter de voir grandir les métropoles, car il n'y a pas de qualité de vie sans un certain rapport à la nature. Or une partie de la population ne sait plus ce que c'est. L'avenir c'est la capacité qu'auront les territoires ruraux à se repenser : « il n'y a pas de territoires condamnés, il n'y a que des territoires sans projets ». Donc mettre en œuvre des projets qui répondent aux besoins mais aussi qui mobilisent des personnes. Il est temps de se poser la question : est-ce que cette société de consommation nous a apporté tant de satisfactions que ça ?

La vaste question des inégalités. La globalisation, si elle a eu quelques effets positifs dans les pays en développement a fait ressurgir des pauvretés dans les pays riches. La tentation, c'est de dire, « on ne touche pas à un modèle qui a marché » (l'état providence). On est coincés, d'un côté on réclame l'ancien système et de l'autre, on profite des possibilités actuelles. Nous sommes dans un contexte d'individualisme où chacun voit midi à sa porte, et pourtant où on est contraints de repenser nos modèles.

Attention à ne pas construire des murs pour se protéger de ceux qui n'ont pas nos conditions de vie. Un colloque à Sciences Po Paris, faisait ressortir que dans trente ans, 50 millions d'Africains seraient susceptibles d'émigrer ! Le problème est en même temps philosophique et anthropologique (c'est une question morale mais il en va aussi de notre survie). Comment faire comprendre à tous qu'on est solidaires, sur quoi l'enraciner ? Avec tous les bouleversements c'est très compliqué de faire avaler qu'on est tous en dette les uns par rapport aux autres.

Car se pose la question du lien entre nous : Lien, relier, religieux, religion, l'Europe semble sortie de toute hypothèse religieuse, il n'y a plus de place pour ce qu'on appelait « l'oubli de soi ». C'est quoi « l'intérêt général » ? Quel sens allons lui donner en Europe dans les années qui viennent ? Va-t-il primer sur nos intérêts particuliers ?

Garder des liens de proximité dans ces nouvelles grandes structures. Cela suppose de sortir de chez soi, ce qui est une chose, mais aussi de faire sortir les gens ! Utiliser le « principe de subsidiarité » : à quel niveau pour un problème donné est-ce plus efficace de réfléchir et d'agir ? La décision doit toujours être prise au plus près des citoyens, donc repenser la place des anciennes communes suivant ce principe.

La démocratie participative suppose du temps, des gens, des moyens financiers et c'est toujours autour d'un projet précis que ça se passe. Dans le contexte et les logiques économiques actuels, c'est dans le domaine culturel mais aussi de la solidarité que les structures de proximité vont agir.

Le contexte de diminution des subventions. En France, nous partageons une culture très forte de l'état. Nous sommes dans une logique d'assistance et n'avons pas assez partagé un esprit de responsabilité. Maintenant que l'état se désengage pour se redévelopper ailleurs, nous allons du mal le supporter. Il va falloir faire les choses nous même, encore faut il que l'état nous laisse libres de décider. La grande masse des élus était autrefois issue de l'éducation populaire qui a fourni des centaines de milliers de responsables qui parlaient le même langage. Maintenant les élus viennent « d'en haut », déconnectés des réalités. Il va falloir se reprendre en main, refaire participer la population, démultiplier les instances de prise de parole, d'expertise, de contrôle, de décision, sinon on aura à faire à des élus et responsables qui seront très loin des territoires qu'ils auront à gérer.

Une logique économique ou une logique du bien vivre. Depuis la 1ère révolution industrielle, nous avons fait le choix collectif de production de richesses et de redistribution de richesses, et de passer de la satisfaction des besoins à la satisfaction des désirs. Arriverons nous à rompre avec cette logique et entrer dans une logique de dé-consommation ? Tout doucement, c'est en train d'arriver, l'économie collaborative se développe en rupture avec la logique économique. La 4ième révolution technologique va l'amplifier.

Nous entrons dans un monde dont nous ignorons encore de quoi il sera fait dans 20 ans. Il faut être bienveillants et accueillants envers ce monde compliqué vers lequel nous allons. D'où la nécessité d'être en lien, de ne pas rester seuls.

L'Action Catholique et la présence de l'Église dans le monde nouveau doivent être repensées. Elles doivent être un lieu d'accueil et de branches sur lesquelles s'appuyer.

Au sujet de l'évolution technologique. Son impact va dépendre de nous, de notre capacité à l'intégrer. Que sera le travail demain ? Sera t il nécessaire que tout le monde travaille ? Il en va de la place de chacun sinon on va déshumaniser une partie de la société. Il faudra reposer la question du partage du travail mais aussi du partage des revenus. Le débat s'est esquissé dans la dernière campagne électorale avec le revenu de solidarité. Un autre enjeu majeur, c'est l'éducation et la formation. On a tout misé sur l'école, il y a un vrai défis pour donner à chacun les moyens de se trouver une place. Et admettre que les européens ne sont plus les maîtres du monde ! Le progrès est de plus en plus douteux, il fait des dégâts bien relayés dans les médias.

Conclusion : Les grandes communautés doivent seulement donner le cadre dans lequel des décisions seront prises au plus près de la population. Ce qui va se passer dans les territoires ce sont les gens qui y vivent qui vont le déterminer : comment allons nous bâtir des modèles démocratiques et trouver des personnes qui acceptent de s'investir dans les instances de pouvoir ?

Devant la complexité des problèmes soulevés il faut tenter (tester) pendant un certain temps, puis évaluer et ensuite repenser. Il faut aussi en amont tout un travail d'explication, réflexion, discussion, et élaborer un compromis.

La Société, ça n'existe pas, il n'y a que des individus en inter action et qui font société. Notre démocratie a 2 obstacles : peu de gens s'intéressent à la chose, et la TV nourrit l'impossibilité du dialogue et du débat.